

C'EST MAINTENANT ET C'EST POSSIBLE !



La journée du 7 septembre, historique, a réuni près de 3 millions de manifestants. Sourde à une contestation grandissante dans le pays, le pouvoir a fait voter la loi sur les retraites par les députés le 15 septembre, avec un vote prévu début octobre au Sénat.

Mais nous sommes très nombreux à penser qu'il est aujourd'hui possible de faire reculer ce gouvernement.

En 2006 le Contrat Première Embauche (CPE) avait déjà été adopté par le Parlement lorsque les manifestations successives et la mobilisation dans la rue avaient contraint Villepin, Premier ministre, à reculer et à retirer son projet.

Oui, gagner devient possible! Nous devons affirmer haut et fort, tous ensemble, que cette réforme n'est ni négociable ni amendable. La gauche sociale et politique doit réclamer clairement, non pas la réécriture du projet de loi, mais son retrait pur et simple. Des désaccords certes demeurent à gauche, en particulier avec le Parti socialiste qui vient de voter à l'Assemblée nationale, avec la droite, l'allongement de la durée de cotisation à 41,5 annuités. Ce qui remet évidemment en cause le départ à la retraite à 60 ans pour la majorité des salariés et permet de baisser encore davantage le montant des pensions, pensions qui ont déjà baissé de 15 à 20 % en 20 ans.

L'enjeu n'est pas que Sarkozy lâche du lest mais qu'il lâche l'affaire et pour cela, la gauche – toute la gauche – ne doit rien lâcher du tout !

Face à cette droite qui défend coûte que coûte sa classe, nous devons montrer une gauche qui s'assume pleinement, qui exige une autre répartition des richesses, qui défend unitairement la retraite à 60 ans, à taux plein, sans allongement de la durée de cotisation. Prendre sur les profits, répartir le temps de travail pour profiter tous et toutes de nos retraites, voilà ce que nous devons imposer au pouvoir et au patronat.

Après le 7 septembre, le climat social et politique s'est considérablement réchauffé. La bataille contre Sarkozy, pour le retrait, c'est bien maintenant qu'elle s'engage et qu'elle se joue. Nous devons infliger une défaite à ce gouvernement, nous devons infliger une défaite à Sarkozy sur le terrain social.

Le 23 septembre doit être le début d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale qui bloque le pays. D'ores et déjà, des appels de structures syndicales, d'intersyndicales locales appellent à la reconduction.

Après le 23, la lutte continue !